

AVIS DE RÉUNION VALANT CONVOCAATION

Les actionnaires de la société « LES EAUX MINÉRALES D'OULMES », société anonyme au capital de 198.000.000,00 de dirhams, sont convoqués, en Assemblée Générale Ordinaire, au siège social de la société Holding Marocaine Commerciale et Financière « HOLMARCOM », sis à Casablanca, 20, rue Mostafa EL MAANI, le :

Mardi 04 mai 2021 à 10h00

A l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration sur les comptes et les opérations réalisées durant l'exercice clos le 31 décembre 2020 ;
2. Rapport des Commissaires aux Comptes concernant le même exercice ;
3. Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées visées à l'article 56 de la Loi 17-95 ;
4. Approbation des comptes et opérations de l'exercice ; Affectation du résultat ;
5. Approbation, s'il y a lieu, des conventions visées à l'article 56 de la Loi 17-95 ;
6. Quitus aux administrateurs et décharge aux Commissaires aux Comptes ;
7. Renouvellement des mandats des Commissaires aux comptes ;
8. Allocation de jetons de présence au Conseil d'Administration ;
9. Pouvoirs pour accomplissement des formalités légales.

Les actionnaires peuvent assister à cette Assemblée sur simple justification de leur identité, à la condition, soit d'être inscrits sur les registres sociaux au moins cinq jours avant ladite Assemblée, s'ils sont titulaires d'actions nominatives, soit de produire un certificat attestant le dépôt de leurs actions auprès d'un établissement agréé, s'ils sont titulaires d'actions au porteur.

Un actionnaire empêché d'assister à cette Assemblée peut s'y faire représenter par un autre actionnaire, par son tuteur, par son conjoint ou par un ascendant ou descendant ou par une personne morale ayant pour objet social la gestion de portefeuilles de valeurs mobilières.

Des formules de procuration sont à la disposition des actionnaires au siège social et seront disponibles sur le site internet www.oulmes.ma conformément aux dispositions de la loi n° 17-95.

Tout actionnaire a le droit de prendre connaissance, au siège social, des documents dont la communication est prescrite par l'article 141 de la loi 17-95.

Conformément à l'article 121 de la Loi 17-95, les actionnaires détenteurs du pourcentage d'actions prévu par l'article 117, disposent d'un délai de 10 jours à compter de la publication du présent avis pour demander, par lettre recommandée adressée au siège social, l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour de l'Assemblée.

Par ailleurs, les actionnaires souhaitant participer à l'Assemblée par visioconférence sont invités, pour obtenir communication des modalités et codes d'accès, à prendre attache, au plus tard cinq (5) jours avant l'Assemblée, avec le Secrétariat du Conseil aux numéros suivants : +212 522 31 01 07 ou +212 669 281 069.

Cet avis ainsi que le texte des projets de résolutions seront publiés, conformément aux dispositions de la loi n° 17-95, sur le site internet www.oulmes.ma.

PROJET DES RÉSOLUTIONS

PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu les explications du Conseil d'Administration et la lecture du rapport des Commissaires aux Comptes, approuve intégralement les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020 tels qu'ils résultent du Bilan et du Compte de Produits et Charges arrêtés à cette date et qui présentent une perte nette comptable de 58.831.087,00 dirhams.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter la perte nette comptable de l'exercice, soit 58.831.087,00 dirhams, au débit du compte report à nouveau dont le solde restera créditeur de 80.389.669 dirhams.

TROISIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions relevant de l'article 56 de la Loi 17-95 sur la société anonyme, approuve chacune des opérations et conventions qui y sont mentionnées.

QUATRIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale donne quitus entier et définitif de sa gestion au Conseil d'Administration pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Elle donne également décharge de leur mission aux Commissaires aux Comptes pour le même exercice.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale constate que les mandats des cabinets ERNST & YOUNG et FIDAROC GRANT THORNTON, Commissaires aux comptes de la société, arrivent à expiration à l'issue de la présente Assemblée.

Elle décide de renouveler leurs mandats de Commissaires aux Comptes pour une durée de trois (3) exercices sociaux correspondant aux exercices 2021, 2022, 2023.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Président Directeur Général pour fixer avec les Commissaires aux Comptes le montant de leurs honoraires annuels.

SIXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale décide de ne pas allouer de jetons de présence pour l'exercice en cours au Conseil d'Administration.

SEPTIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'un exemplaire, d'un extrait ou d'une copie du présent procès-verbal pour accomplir les formalités prévues par la Loi.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2020

BILAN ACTIF (en milliers de dirhams)		
ACTIF	31/12/2020	31/12/2019
Actif Non Courant	1 558 127	1 540 710
Ecart d'Acquisition	6 802	8 502
Immobilisations en non valeur	-	-
Immobilisations Incorporelles	14 495	13 877
Immobilisations Corporelles	1 523 438	1 498 223
Immobilisations Financières	13 416	20 069
Titres mis en équivalence	-	-
Impôts Différés Actif	-23	38
Actif Courant	1 031 399	1 115 060
Stocks et Encours	302 070	332 554
Clients et Comptes Rattachés	267 680	400 888
Autres Créances et Comptes de Régularisation	135 397	135 655
Valeurs Mobilières de Placement	30 057	58
Disponibilités	296 195	245 905
TOTAL DE L'ACTIF	2 589 526	2 655 770

BILAN PASSIF (en milliers de dirhams)		
PASSIF	31/12/2020	31/12/2019
Capitaux Propres Part du Groupe	591 089	632 450
Capital	198 000	198 000
Prime d'émission	166 980	166 980
Réserves	267 566	255 409
Résultat net de l'exercice	-41 505	12 105
Ecart de conversion	48	-44
Intérêts Minoritaires	12 873	11 158
Capitaux Propres assimilés		
Subventions d'investissement	-	-
Provisions réglementées	-	-
Passif Non Courant	922 037	1 061 362
Emprunts et Dettes Financières	865 039	1 004 674
Impôts Différés Passif	45 904	45 988
Provisions durables pour risques et charges	11 094	10 700
Passif Courant	1 063 527	950 799
Fournisseurs et Comptes Rattachés	169 467	193 058
Autres Dettes et Comptes de Régularisation	215 583	229 569
Autres provisions pour risques et charges	699	415
Écarts de conversion Passif	-12	-
Trésorerie PASSIF	677 792	527 756
TOTAL DU PASSIF	2 589 525	2 655 770

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (HORS TAXES)		
(en milliers de dirhams)	31/12/2020	31/12/2019
PRODUITS D'EXPLOITATION	1 533 889	1 722 291
Chiffre d'affaires	1 448 479	1 710 080
Autres produits d'exploitation	85 410	12 211
CHARGES D'EXPLOITATION	1 482 678	1 643 782
Achats consommés	486 391	645 889
Charges externes	448 126	441 071
Impôts et taxes	138 511	150 581
Charges de personnel	213 087	225 896
Autres charges d'exploitation	2 673	1 632
Dotations d'exploitation	193 889	178 714
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	51 211	78 509
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS	-45 815	-48 757
RÉSULTAT COURANT DES ENTREPRISES INTEGRES	5 396	29 751
CHARGES ET PRODUITS NON COURANTS	-31 607	4 251
Impôts sur les résultats	10 525	14 542
Impôts sur les résultats différés	61	-2 214
RÉSULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGRES	-36 797	21 674
Quote part des résultats des entreprises mises en équivalence	-287	-5 578
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	1 700	1 700
Reprises sur écarts d'acquisition négatif	-	-
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	-38 784	14 395
INTERETS MINORITAIRES	2 721	2 290
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	-41 505	12 105
Résultat par action en DH	-20,96	6,11

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE		
(en milliers de dirhams)	31/12/2020	31/12/2019
Flux de trésorerie liés à l'activité		
Résultat net des sociétés consolidées	-38 784	14 395
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité	-	-
- Dotations aux amortissements et aux provisions nettes des reprises	185 275	176 189
- Variation des impôts différés	-19	-2 214
- Plus-values de cession, nettes d'impôt	-2 320	-542
- Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	287	5 578
Capacité d'autofinancement des sociétés intégrées	144 438	193 406
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	-	-
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	96 643	-136 677
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	241 082	56 729
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	-204 687	-205 042
Cession d'immobilisations	4 304	542
Incidence des variations de périmètre	-	-
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-200 383	-204 499
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Dividendes versés aux actionnaires	-1 007	-1 165
Emission de prêts nets des remboursements	-	3 135
Subvention d'investissement	-	-
Augmentation de capital en numéraire	-	-
Emissions d'emprunts nets des remboursements	-139 636	111 560
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	-140 642	113 530
Incidence des variations des monnaies étrangères	198	-293
Variation de trésorerie nette	-99 746	-34 534
Trésorerie nette d'ouverture	-281 851	-247 317
Trésorerie nette de clôture	-381 597	-281 851

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX							
(en milliers de dirhams)	CAPITAL	Primes	Réserves consolidées	Résultat consolidé PG	Intérêts minoritaires	Ecart de conversion	Total CAPITAUX PROPRES
Capitaux propres consolidés au 31/12/2018	198 000	166 980	239 809	15 758	10 213	-56	630 705
Affectation du résultat 2018	-	-	15 758	-15 758	-	-	-
Distribution par la société consolidante	-	-	-	-	-	-	-
Distributions versées aux minoritaires	-	-	-	-	-1 165	-	-1 165
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-
Résultat consolidé 2019	-	-	-	12 105	2 290	-	14 395
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	-	-	-205	-	-180	12	-373
Différence d'ouverture	-	-	46	-	-	-	46
Capitaux propres consolidés au 31/12/2019	198 000	166 980	255 409	12 105	11 158	-44	643 608
Capitaux propres consolidés au 31/12/2019	198 000	166 980	255 409	12 105	11 158	-44	643 608
Affectation du résultat 2019	-	-	12 105	-12 105	-	-	-
Distribution par la société consolidante	-	-	-	-	-	-	-
Distributions versées aux minoritaires	-	-	-	-	-1 007	-	-1 007
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-
Résultat consolidé 2020	-	-	-	-41 505	2 721	-	-38 784
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	-	-	-	-	-	92	92
Différence d'ouverture	-	-	52	-	-	-	52
Capitaux propres consolidés au 31/12/2020	198 000	166 980	267 566	-41 505	12 873	48	603 961

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2020

NOTE 1 : DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ

Les Eaux Minérales d'Oulmès S.A. (LEMO), société anonyme au capital social de 198.000.000 de Dirhams, a été créée le 7 mars 1934 sous la dénomination « Compagnie Fermière des Eaux Minérales d'Oulmès-Etat » et dont le siège social est établi dans la zone industrielle de BOUSKOURA à Casablanca. Les Eaux Minérales d'Oulmès fait partie du groupe HOLMARCOM.

Les domaines d'activité des Eaux minérales d'Oulmès couvrent le captage, la production, la mise en bouteille et la commercialisation d'eaux minérales naturelles plates (Sidi Ali et Ain Atlas) et gazeuses (Oulmès), la fabrication de préformes, ainsi que la mise en bouteille et la commercialisation d'eau de table (Bahia).

LEMO est présent également à l'international via sa filiale ETE opérant au Bénin.

NOTE 2 : RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

A-PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes consolidés ont été établis en application de l'avis n°5 du Conseil National de la Comptabilité (CNC) du 26 mai 2005 et conformément aux dispositions de l'Annexe III.2.A. de la circulaire de l'AMMC qui fixe le contenu de l'information proforma et l'Annexe III.2.I. portant sur les États de synthèse semestriels.

B-MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Les méthodes de consolidation appliquées dépendent du type de contrôle liant l'entreprise concernée à la maison-mère :

- Intégration globale (IG) :

Cette méthode est appliquée lorsque le Groupe détient un contrôle exclusif sur sa filiale. Le contrôle exclusif est le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités. La méthode de l'intégration globale permet de répartir le résultat et les capitaux propres entre les intérêts du Groupe et les intérêts hors Groupe (intérêts minoritaires).

- Intégration proportionnelle (IP) :

Cette méthode s'applique aux entreprises soumises au contrôle conjoint. Le contrôle conjoint est le partage du contrôle d'une entreprise exploitée en commun par un nombre limité d'actionnaires, de sorte que les politiques financières et opérationnelles résultent de leur accord. La méthode de l'intégration proportionnelle consiste à intégrer uniquement les pourcentages d'actifs, de passifs, de charges et de produits revenant aux seuls intérêts du Groupe.

- Mise en équivalence (MEE) :

Cette méthode s'applique aux entreprises sur lesquelles le Groupe a une influence notable. L'influence notable est le pouvoir de participer aux politiques financières et opérationnelles d'une entreprise sans en détenir le contrôle. La méthode de la mise en équivalence consiste à valoriser les titres de participation de l'entreprise consolidée en fonction des capitaux propres de celle-ci, la quote-part de résultat de la filiale étant prise en compte dans le résultat consolidé.

C-PÉRIMÈTRE ET RÈGLES DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation comprend la société mère Les Eaux Minérales d'Oulmès et ses filiales :

Entité	Activité	Méthode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt
Eau Technologie Environnement « ETE »	Captage, exploitation, industrie et commerce de toutes sortes de boissons	Intégration globale	55%	55%
OULMES DRINK DEVELOPMENT « ODD »	Extraire, fabriquer, importer, exporter, embouteiller, promouvoir et distribuer tout type de boissons	Intégration globale	100%	100%
ORANGINA MAROC	Promotion et distribution de tout type de boissons appartenant au groupe Suntory Food & Beverages	Mise en équivalence	34%	34%

ETE

Eau Technologie Environnement, société de droit béninois, détenue par Les Eaux Minérales d'Oulmès dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie de développement en Afrique et plus particulièrement l'Afrique Sub-saharienne. Les comptes sociaux de la société ETE ont fait l'objet d'un audit d'un commissaire aux comptes pour les exercices 2017, 2018, 2019 et 2020 ayant servi de base aux travaux de consolidation.

ODD

Oulmes Drinks Development, société créée au mois d'avril 2016 et détenue à 100% par Les Eaux Minérales d'Oulmès, avec un capital de 30 MMAD. La société a pour activité la fabrication et la distribution de tout type de boissons. Elle devrait constituer le fournisseur exclusif d'Orangina Maroc.

OM

Orangina Maroc, détenue par Les Eaux Minérales d'Oulmès à hauteur de 34% depuis avril 2016. Elle a essentiellement pour objet le commerce, la promotion et la distribution de tout type de boissons appartenant au groupe Suntory Food and Beverages.

D-CONVERSION DES ÉTATS FINANCIERS DES FILIALES ÉTRANGÈRES

La monnaie fonctionnelle d'une entité est la monnaie de l'environnement économique dans lequel cette entité opère principalement. Le Dirham est la monnaie de fonctionnement du Groupe. Ainsi, les comptes des filiales installées à l'étranger ont été convertis en MAD la monnaie de présentation.

E- DATE DE CLÔTURE DES EXERCICES

Les résultats des sociétés consolidées correspondent à une période de 12 mois se terminant le 31 décembre de chaque année.

Toutes les sociétés entrant dans le périmètre de consolidation du Groupe ont établi des comptes arrêtés au 31 décembre 2020.

F-COMPTES ET OPÉRATIONS RÉCIPROQUES

Toutes les transactions intragroupes, ainsi que les actifs et passifs réciproques entre les sociétés consolidées par intégration globale sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes au groupe (dividendes, plus-values...).

Les soldes bilanciaux, les produits et les charges résultant des transactions intragroupes sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés.

G-RETRAITEMENTS DE CONSOLIDATION

- Immobilisations en non-valeurs

Les immobilisations en non-valeurs, constituées des frais préliminaires et des charges à répartir, sont annulées en consolidation, ces immobilisations constituent des charges de l'exercice au cours duquel elles ont été engagées, au même titre leurs amortissements sont annulés.

- Ecart de conversion

Les gains de change latents, comptabilisés en écarts de conversion passif dans le bilan devraient être enregistrés au compte de produits et charges au cours de la période à laquelle ils se rapportent. Aussi, les écarts de conversion actifs ont été annulés en contrepartie de la provision pour risques et charges correspondante.

- Immobilisations acquises par crédit-bail

Les actifs détenus en vertu d'un contrat de crédit-bail devraient être comptabilisés au bilan sous forme d'une immobilisation corporelle et d'un emprunt correspondant, au compte de produits et charges, sous forme d'une dotation aux amortissements et d'une charge financière.

- Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition des titres des sociétés consolidées et la part du Groupe dans leur actif net à la date des prises de participations après comptabilisation des éventuelles plus ou moins-values latentes sur actifs identifiables. Lorsqu'ils sont positifs, ces écarts sont inscrits à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique « écarts d'acquisition » et amortis sur une durée qui doit refléter aussi raisonnablement que possible les hypothèses retenues et les objectifs fixés et documentés lors de l'acquisition. Cependant, lorsque ces écarts sont négatifs, ces derniers sont inscrits en provision pour risques et charges et repris sur une durée qui doit refléter aussi raisonnablement que possible les mêmes hypothèses retenues et les objectifs fixés et documentés lors de l'acquisition.

Les comptes consolidés du groupe comprennent un écart d'acquisition suite à l'entrée en périmètre de la filiale ETE, amorti sur une durée de 10 ans.

- Impôts différés

Les impositions différées résultent de la neutralisation des différences temporaires introduites par les règles fiscales et les retraitements d'homogénéisation qui ont une incidence sur la base taxable. Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé.

- Homogénéisation des durées d'amortissement des immobilisations corporelles :

Le retraitement d'homogénéisation des durées d'amortissement des immobilisations corporelles consiste à harmoniser la durée d'amortissement de ces dites immobilisations en fixant une durée économique au lieu d'une durée admise fiscalement.

H- RÈGLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

Les règles d'évaluation présidant à l'établissement des comptes consolidés sont les mêmes que celles appliquées pour les comptes annuels individuels et édictées par le Code Général de la Normalisation Comptable (C.G.N.C.).

Les principales méthodes d'évaluation utilisées sont les suivantes :

- Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production. Elles sont constituées essentiellement des brevets, licences, logiciels et droits similaires correspondant à des dépenses faites pour l'obtention de l'avantage représenté par la protection accordée au bénéficiaire du droit d'utilisation. La durée d'amortissement de ces immobilisations s'étale sur 5 ans.

- Immobilisations corporelles

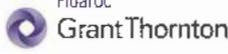
A leur entrée dans le patrimoine de la société, les immobilisations corporelles acquises à titre onéreux sont enregistrées à leur coût d'acquisition, celles produites par l'entreprise pour elle-même, à leur coût de production. Ces coûts s'entendent hors TVA récupérable. L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé sur la valeur d'origine du bien dans la limite des taux indiqués par l'administration fiscale et admis par l'usage de la profession.

- Stock

Les stocks des matières premières sont évalués au coût d'achat et suivant la méthode du coût moyen pondéré.

RAPPORT D'AUDIT SUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2020



Fidarc
Grant Thornton

7, rue, moult à la place
Passo d'ouja
Marrakech



EY

Building better
working world

17, rue, moult à la place
Passo d'ouja
Marrakech

AUX Actionnaires de la société
Les Eaux Minérales d'Oulmès
Quartier Industriel de Bouskoura
Casablanca

RAPPORT D'AUDIT SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES
EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2020

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la société LES EAUX MINÉRALES D'OULMÈS et de ses filiales (Groupe LES EAUX MINÉRALES D'OULMÈS), qui comprennent le bilan consolidé au 31 décembre 2020, ainsi que le compte de produits et charges consolidé, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états financiers consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de KMAD 603.982 compte tenu d'une perte consolidée de KMAD 38.784. Ces états ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de la société LES EAUX MINÉRALES D'OULMÈS S.A. en date du 11 mars 2021 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les états de synthèse consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus, sont réguliers et sincères et donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière du groupe au 31 décembre 2020, ainsi que du résultat de l'ensemble consolidé pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles déontologiques qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période concernée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

1. Provision pour dépréciation des créances clients

Risque identifié	Notre réponse
<p>Au 31 décembre 2020, la valeur des créances clients nettes de provisions s'élevait à 267,7 millions de dirhams.</p> <p>La détermination des créances à déprécier requiert l'exercice du jugement de la direction, sur la base d'une analyse continue de l'évolution du risque client.</p> <p>Compte tenu du caractère significatif du poste au regard du bilan de la société, du jugement nécessaire à l'estimation des créances à déprécier, et de la conjoncture de crise actuelle, nous avons considéré que ce sujet constitue un point clé de l'audit.</p>	<p>Nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> Prendre connaissance des procédures d'identification des créances clients à repérer et de déterminer du montant des dépréciations à constater ; Tester le fonctionnement des contrôles dans le cadre des procédures mises en œuvre pour déterminer le niveau des dépréciations des créances clients ; Appréier le caractère raisonnable des hypothèses retenues par la Direction pour évaluer les dépréciations à constater ; Examiner la correcte évaluation des dépréciations à constater selon la méthode de provisionnement du Groupe.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états de synthèse consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse consolidés, conformément au référentiel comptable admis au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse consolidés exempts d'anomalies significatives, mais celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse consolidés, c'est à la direction qu'il incombait d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombait aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'elles sont raisonnablement attendues à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

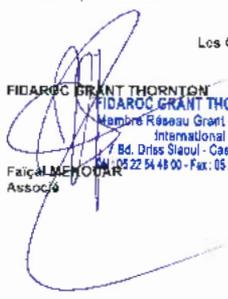
- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concrets et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations complexes faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à ces événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;
- nous évaluons à présentation consommée, la structure et le contenu des états financiers consolidés y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurons relevée au cours de notre audit.

Casablanca, le 2 avril 2021

Los Commissaires aux Comptes



FIDARC GRANT THORNTON
Membre Réseau Grant Thornton International
7 Bd. Dries Slaoui - Casablanca
T: 05 22 54 48 00 - Fax: 05 22 28 06 70
Faïçal MEMOUAR
Associé



ERNST & YOUNG
S.A. R.L.
St. Br. Abdelhak Ben Kadour
Casablanca -
T: 05 22 54 48 00 - Fax: 05 22 28 06 70
Hicham DJOURI
Associé

ÉTATS FINANCIERS SOCIAUX

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2020

BILAN ACTIF

(Montants en dhs)		31-Déc-20			31-Déc-19	
		Brut	Amortissement	Net	Net	
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations en non valeur (A)	101 260 513	72 840 298	28 420 215	26 824 982	
	Frais préliminaires					
	Charges à répartir	101 260 513	72 840 298	28 420 215	26 824 982	
	Primes de remboursement des obligations					
	Immobilisations incorporelles (B)	30 327 305	15 893 468	14 433 837	13 839 344	
	Immobilisations en recherche et développement					
	Brevets, marques, droits et valeurs similaires	30 327 305	15 893 468	14 433 837	13 839 344	
	Fonds commercial					
	Autres immobilisations incorporelles					
	Immobilisations corporelles (C)	2 991 968 359	1 761 167 701	1 230 800 658	1 205 526 834	
	Terrains	48 325 324		48 325 324	48 325 324	
	Constructions	575 512 299	244 012 119	331 500 180	253 650 738	
	Installations techniques, matériel et outillage	2 161 813 381	1 458 445 773	703 367 607	757 545 932	
	Matériel de transport	11 965 130	9 931 944	2 033 186	1 974 138	
	Mobilier de bureau, aménagements divers	69 565 498	48 777 865	20 787 633	19 777 900	
	Autres immobilisations corporelles					
	Immobilisations corporelles en cours	124 786 727		124 786 727	124 252 801	
	Immobilisations financières (D)	121 446 715	13 779 800	107 666 915	71 404 297	
	Prêts immobilisés	49 224 383		49 224 383		
	Autres créances financières	3 361 428		3 361 428	10 023 192	
	Titres de participation	68 860 904	13 779 800	55 081 104	61 381 104	
	Autres titres immobilisés					
	Ecart de conversion - Actif (E)					
	Diminution des créances immobilisées					
	Augmentation des dettes financières					
TOTAL I (A+B+C+D+E)	3 245 002 893	1 863 681 267	1 381 321 626	1 317 595 457		
ACTIF CIRCULANT	Stocks (F)	291 844 098	3 390 779	288 453 319	319 171 914	
	Marchandises	4 744 257		4 744 257	14 840 532	
	Matières et fournitures consommables	268 805 250	3 390 779	265 414 471	286 967 471	
	Produits en cours					
	Produits intermédiaires et résiduels					
	Produits finis	18 294 591		18 294 591	17 363 910	
	Créances de l'actif circulant (G)	466 931 026	71 397 723	395 533 302	532 025 795	
	Fournisseurs débiteurs, avances & acomptes	25 912 987		25 912 987	29 499 209	
	Clients et comptes rattachés	322 587 115	61 908 429	260 678 685	404 330 511	
	Personnel	3 418 314		3 418 314	4 458 541	
	État	55 841 655		55 841 655	58 098 778	
	Compte d'associés	13 413 890		13 413 890	6 691 831	
	Autres débiteurs	40 264 991	9 489 294	30 775 698	25 167 674	
	Comptes de régularisation actif	5 492 074		5 492 074	3 779 251	
	Titres et valeurs de placement (H)	30 057 257		30 057 257	58 000	
	Ecart de conversion-Actif (I)	271 009		271 009	543 151	
	TOTAL II (F+G+H+I)	789 103 389	74 788 502	714 314 887	851 798 860	
	TRÉSORERIE	Chèques et valeurs à encaisser	37 236 908		37 236 908	20 728 699
		Banques, T G et C C P	252 111 008		252 111 008	216 378 489
		Caisses, Régies d'avances et accreditifs	1 143 365		1 143 365	1 381 955
		TOTAL III	290 491 281		290 491 281	238 489 143
	TOTAL GÉNÉRAL	4 324 597 563	1 938 469 769	2 386 127 794	2 407 883 461	

BILAN PASSIF

(Montants en dhs)		31-déc-20	31-déc-19	
FINANCEMENT PERMANENT	Fonds propres			
	Capital social ou personnel (1)	198 000 000	198 000 000	
	Moins : actionnaires, capital souscrit non appelé			
	Capital appelé dont versé			
	Primes d'émission, de fusion, d'apport	166 980 000	166 980 000	
	Ecarts de réévaluation			
	Réserve légale	19 800 000	19 800 000	
	Autres réserves	37 687 000	37 687 000	
	Report à nouveau (2)	139 220 756	117 917 051	
	Résultats nets en instance d'affectation (2)			
	Résultat net de l'exercice (2)	-58 831 087	21 303 705	
	TOTAL des capitaux propres (A)	502 856 669	561 687 756	
	Capitaux propres assimilés (B)			
	Subventions d'investissement			
	Provisions réglementées			
Dettes de financement (C)	840 000 000	917 124 346		
Emprunts obligataires	540 000 000	360 000 000		
Autres dettes de financement	300 000 000	557 124 346		
Provisions durables pour risques et charges (D)				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges				
Ecart de conversion - Passif (E)				
Augmentation de créances immobilisées				
Diminution des dettes de financement				
TOTAL I (A + B + C + D + E)	1 342 856 669	1 478 812 102		
PASSIF CIRCULANT	Dettes du passif circulant (F)	372 389 303	413 815 617	
	Fournisseurs et comptes rattachés	171 128 446	194 543 252	
	Clients créditeurs, avances et acomptes	12 622 617	14 340 162	
	Personnel	3 670 386	3 967 534	
	Organismes sociaux	14 256 216	14 484 218	
	État	158 403 107	172 006 001	
	Comptes d'associés	2 033 859	1 583 859	
	Autres créanciers			
	Comptes de régularisation - passif	10 274 672	12 890 589	
	Autres provisions pour risques et charges (G)	7 369 732	543 151	
	Ecart de conversion Passif (éléments circulants) (H)	399 117	344 424	
	TOTAL II (F + G + H)	380 158 152	414 703 192	
	TRÉSORERIE	TRÉSORERIE PASSIF		
		Crédits d'escompte	4 759 891	-
		Crédits de trésorerie	447 228 819	395 134 954
Banques de régularisation		211 124 264	119 233 213	
TOTAL III	663 112 974	514 368 167		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	2 386 127 794	2 407 883 461		

(1) Capital personnel débiteur
(2) Bénéficiaire (+), déficitaire (-)

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (Hors Taxes)

(Montants en dhs)		Exercice du 1 janvier 2020 au 31 décembre 2020				
		OPERATIONS		TOTAUX DE L'EXERCICE	TOTAUX DE L'EXERCICE PRECEDENT	
NATURE		Propres à l'exercice (1)	Concernant les exercices précédents (2)	3= 1 + 2		
EXPLOITATION	I Produits d'exploitation					
	Ventes de marchandises (en l'état)	51 265 322		51 265 322	56 225 887	
	Ventes de biens et services produits	1 367 820 140		1 367 820 140	1 582 978 583	
	Chiffre d'affaires	1 419 085 463		1 419 085 463	1 639 204 470	
	Variation de stocks de produits (+ ou -) (1)	930 681		930 681	1 027 004	
	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	76 554 344		76 554 344	-	
	Subventions d'exploitation				-	
	Autres produits d'exploitation				-	
	Reprises d'exploitation : transferts de charges	4 842 176		4 842 176	8 646 379	
	TOTAL I	1 501 412 664		1 501 412 664	1 648 877 854	
	II Charges d'exploitation	Achats revendus (2) de marchandises	56 798 413		56 798 413	71 910 878
		Achats consommés (2) de matières et fournitures	444 281 014		444 281 014	546 469 473
		Autres charges externes	437 238 021	22 248	437 260 269	418 285 841
		Impôts et taxes	132 667 624		132 667 624	146 201 873
		Charges de personnel	202 952 990		202 952 990	216 050 877
Autres charges d'exploitation		1 700 093		1 700 093	143	
Dotations d'exploitation		192 676 932		192 676 932	170 606 842	
TOTAL II		1 468 315 088	22 248	1 468 337 336	1 569 525 927	
III RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)				33 075 328	79 351 927	
IV Produits financiers		Produits des titres de participation et autres titres immobilisés	1 419 621		1 419 621	1 439 422
	Gains de change	1 866 684		1 866 684	1 224 781	
	Intérêts et autres produits financiers	2 587 087		2 587 087	1 178 692	
	Reprises financières : transferts de charges	543 151		543 151	695 470	
	TOTAL IV	6 416 542		6 416 542	4 538 365	
	V Charges financières	Charges d'intérêts	44 898 139		44 898 139	41 548 341
Pertes de change		1 361 996		1 361 996	869 046	
Autres charges financières					3 671 841	
Dotations financières		6 571 009		6 571 009	8 022 951	
TOTAL V	52 831 145		52 831 145	54 112 179		
VI RÉSULTAT FINANCIER (IV - V)			-46 414 603	-49 573 814		
VII RÉSULTAT COURANT (III + VI)			-13 339 275	29 778 112		
VIII PRODUITS NON COURANTS	Produits de cessions d'immobilisations	2 307 090		2 307 090	208 139	
	Subvention d'équilibre				-	
	Reprises sur subventions d'investissement				-	
	Autres produits non courants	24 766 914		24 766 914	21 465 073	
	Reprises non courantes : transferts de charges				-	
TOTAL VIII	27 074 004		27 074 004	21 673 212		
IX CHARGES NON COURANTES	Valeurs nettes d'amortissement des immobilisations cédées	1 996 115		1 996 115	500	
	Subventions accordées				-	
	Autres charges non courantes	56 222 349		56 222 349	17 733 628	
	Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions	7 098 723		7 098 723	-	
	TOTAL IX	65 317 187		65 317 187	17 734 128	
X RÉSULTAT NON COURANT (VIII - IX)			-38 243 183	3 939 084		
XI RÉSULTAT AVANT IMPÔTS (VII + ou - X)			-51 582 458	33 717 196		
XII IMPÔTS SUR LES RESULTATS			7 248 629	12 413 491		
XIII RÉSULTAT NET (XI - XII)			-58 831 087	21 303 705		
XIV TOTAL DES PRODUITS (I + IV + VIII)			1 534 903 210	1 675 089 430		
XV TOTAL DES CHARGES (II + V + IX + XII)			1 593 734 297	1 653 785 725		
XVI RÉSULTAT NET (total produits - total charges)			-58 831 087	21 303 705		

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION (E S G)

(Montants en dhs)		Exercice du 1 janvier 2020 au 31 décembre 2020		
		EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT	
I TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS (T F R)	1	Ventes de marchandises (en l'état)	51 265 322	56 225 887
	2	- Achats de marchandises	56 798 413	71 910 878
	I	= MARGE BRUTE SUR VENTES EN L'ETAT	-5 533 090	-15 684 991
		+ PRODUCTION DE L'EXERCICE : (3 + 4 + 5)	1 445 305 165	1 584 005 587
	3	Ventes de biens et services produits	1 367 820 140	1 582 978 583
	4	Variation de stocks de produits	930 681	1 027 004
	5	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	76 554 344	-
		- CONSOMMATION DE L'EXERCICE : (6 + 7)	881 541 284	964 755 315
	6	Achats consommés de matières et fournitures	444 281 014	546 469 473
	7	Autres charges externes	437 260 269	418 285 841
	IV	= VALEUR AJOUTÉE : (I + II + III)	558 230 791	603 565 281
	8	+ Subventions d'exploitation		
	9	- Impôts et taxes	132 667 624	146 201 873
	10	- Charges du personnel	202 952 990	216 050 877
		= EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (E B E)	222 610 177	241 312 531
	= OU INSUFFISANCE BRUTE D'EXPLOITATION (I B E)			
11	+ Autres produits d'exploitation			
12	- Autres charges d'exploitation	1 700 093	143	
13	+ Reprises d'exploitation : transferts de charges	4 842 176	8 646 379	
14	- Dotations d'exploitation	192 676 932	170 606 842	
VI	= RÉSULTAT D'EXPLOITATION (+ ou -)	33 075 328	79 351 927	
VII	+ ou - RÉSULTAT FINANCIER	-46 414 603	-49 573 814	
VIII	= RÉSULTAT COURANT (+ ou -)	-13 339 275	29 778 112	
IX	+ ou - RÉSULTAT NON COURANT	-38 243 183	3 939 084	
15	- Impôts sur les résultats	7 248 629	12 413 491	
X	= RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (+ ou -)	-58 831 087	21 303 705	
II CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (C A F) - AUTOFINANCEMENT				
		Résultat de l'exercice		
1	* Bénéfice		21 303 705	
	* Perte	-58 831 087		
2	+ Dotations d'exploitation (1)	181 663 441	168 932 871	
3	+ Dotations financières (1)	6 300 000	7 479 800	
4	+ Dotations non courantes (1)			
5	- Reprises d'exploitation (2)			
6	- Reprises financières (2)			
7	- Reprises non courantes (2) (3)			
8	- Produits de cession d'immobilisations	2 307 090	208 139	
9	+ Valeurs nettes d'amortissement des imm cédées	1 996 115	500	
I	CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (C A F)	<		

ÉTATS FINANCIERS SOCIAUX

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2020



TABLEAU DE FINANCEMENT DE L'EXERCICE

I Synthèse des masses du bilan				Exercice du 1 janvier 2020 au 31 décembre 2020	
(Montants en dhs)				Variation (a-b)	
MASSES		Exercice (a)	Exercice précédent (b)	Emplois (c)	Ressources (d)
1	Financement permanent	1 342 856 669	1 478 812 102	135 955 433	
2	Moins actif immobilisé	1 381 321 626	1 317 595 457	63 726 169	
3	= Fonds de roulement fonctionnel (1-2)	-38 464 957	161 216 645	199 681 602	
4	Actif circulant	714 314 887	851 798 860		137 483 973
5	Moins passif circulant	380 158 152	414 703 192	34 545 040	
6	= Besoins de financement global (4-5)	334 156 736	437 095 669		102 938 933
7	= Trésorerie nette (actif-passif) (A - B)	-372 621 693	-275 879 024		96 742 669
II Emplois et Ressources		EXERCICE		EXERCICE PRECEDENT	
		EMPLOIS	RESSOURCES	EMPLOIS	RESSOURCES
RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)					
AUTOFINANCEMENT					
(A)	Capacité d'autofinancement		128 821 379		197 508 737
	- Distribution de bénéfices		128 821 379		197 508 737
CESSIONS ET REDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS					
(B)	Cession d'immobilisations incorporelles		8 968 854		3 913 470
	Cession d'immobilisations corporelles		2 307 090		208 139
	Cession d'immobilisations financières		-		3 705 332
	Récupérations sur créances Immobilisées		6 661 765		-
AUGMENTATIONS DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES					
(C)	Augmentations de capital, apports		-		-
	Subventions d'investissement		-		-
(D)	AUGMENTATIONS DES DETTES DE FINANCEMENT		650 000 000		300 000 000
	I. TOTAL DES RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)		787 790 234		501 422 207
EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)					
ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS					
(E)	Acquisition d'immobilisations incorporelles	249 423 206		197 134 044	
	Acquisition d'immobilisations corporelles	2 408 428		1 554 465	
	Acquisition d'immobilisations financières	197 790 395		189 398 140	
	Augmentation des créances immobilisées	49 224 383		6 181 439	
(F)	REMBOURSEMENTS DES CAPITAUX PROPRES			172 875 654	
(G)	REMBOURSEMENTS DES DETTES DE FINANCEMENT	727 124 346		23 622 847	
(H)	EMPLOIS EN NON VALEURS	10 924 283		393 632 545	
	II. TOTAL - EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)	987 471 836		136 989 050	
	III. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (BFG)		102 938 933		136 989 050
	IV. VARIATION DE LA TRESORERIE		96 742 669		29 199 388
	TOTAL GÉNÉRAL	987 471 836	987 471 836	530 621 595	530 621 595

ÉTAT DES DÉROGATIONS

Exercice du 1 janvier 2020 au 31 décembre 2020		
INDICATION DES DÉROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DÉROGATIONS	INFLUENCE DES DÉROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS
I Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NÉANT	NÉANT
II Dérogations aux méthodes d'évaluation	NÉANT	NÉANT
III Dérogations aux règles d'établissement des états de synthèse	NÉANT	NÉANT

ÉTAT DES CHANGEMENTS DE MÉTHODES

Exercice Clos au 31 décembre 2020		
NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATION DU CHANGEMENT	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS
"I. Changements affectant les méthodes d'évaluation"	NÉANT	NÉANT
"II. Changements affectant les règles de présentation"	NÉANT	NÉANT

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS AUTRES QUE FINANCIÈRES

(Montants en dhs)		Exercice Clos au 31 décembre 2020						
NATURE	MONTANT BRUT DÉBUT EXERCICE	AUGMENTATION			DIMINUTION			MONTANT BRUT FIN EXERCICE
		Acquisition	Production par l'entreprise pour elle-même	Virement	Cession	Retrait	Virement	
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS	89 657 429,73	10 924 283,43		678 800,00				101 260 513,16
* Frais préliminaires								
* Charges à répartir sur plusieurs exercices	89 657 429,73	10 924 283,43		678 800,00				101 260 513,16
* Primes de remboursement obligations								
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	27 461 589,44	2 408 427,70		457 288,30				30 327 305,44
* Immobilisation en recherche et développement								
* Brevets, marques, droits et valeurs similaires	27 461 589,44	2 408 427,70		457 288,30				30 327 305,44
* Fonds commercial								
* Autres immobilisations incorporelles								
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 804 141 715,63	186 147 578,47	76 554 344,32	28 589 561,42	779 162,87	8 048 500,51	94 637 177,16	2 991 968 359,30
* Terrains	48 325 324,23							48 325 324,23
* Constructions	477 588 862,05	20 290 744,50	76 554 344,32	5 056 474,77		3 978 126,40		575 512 299,24
* Installations techniques, matériel et outillage	2 078 982 253,63	64 267 180,20		22 735 190,27	222 169,11	3 949 074,11		2 161 813 380,88
* Matériel de transport	11 617 737,66	904 386,21			556 993,76			11 965 130,11
* Mobilier, matériel de bureau et aménagements	63 374 736,87	5 514 164,92		797 896,38		121 300,00		69 565 498,17
* Autres immobilisations corporelles Informatiques								
* Immobilisations corporelles en cours	124 252 801,19	95 171 102,64					94 637 177,16	124 786 726,67

TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION

(Montants en dhs)		Exercice Clos au 31 décembre 2020							
Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité 1	Capital social 2	Participation au capital en % 3	Prix d'acquisition global 4	Valeur Comptable Nette 5	Extraits des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au C P C de l'exercice 9
						Date de clôture 6	Situation nette 7	Résultat net 8	
Eau Technologie Environnement "ETE"	Captage, exploitation, industrie et commerce de toutes sortes de boissons	5 438 400	55%	22 762 339	22 762 339	31/12/2020	28 826 138	6 048 529	1 419 621
OULMES DRINKS DÉVELOPMENT "ODD"	Extraire, fabriquer, importer et exporter embouteiller, promouvoir et distribuer tout type de boissons	30 000 000	100%	30 000 000	23 700 000	31/12/2020	5 960 536	-6 293 925	
ORANGINA MAROC	Extraire, fabriquer, importer et exporter embouteiller, promouvoir et distribuer tout type de boissons	22 000 000	34%	7 479 800		31/12/2020	-30 925 532	-893 867	
SÉNÉGAL WATER & BEVERAGES COMPANY SA	Extraire, fabriquer, importer et exporter embouteiller, promouvoir et distribuer tout type de boissons	3 107 105	100%	3 107 105	3 107 105	31/12/2020	3 107 105		
SOCIÉTÉ AFRIQUAINE DES BOISSONS ET EAUX MINÉRALES "SABEM"	Extraire, fabriquer, importer et exporter embouteiller promouvoir et distribuer tout type de boissons	10 124 299	55%	5 511 660	5 511 660	31/12/2020	10 124 299		
TOTAL		70 669 804		68 860 904	55 081 104		17 092 545	-1 139 263	1 419 621

ÉTATS FINANCIERS SOCIAUX

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2020

TABLEAU DES PROVISIONS

(Montants en dhs)		Exercice Clos au 31 décembre 2020						
Nature	Montant début d'exercice	Dotations			Reprises			Montant fin d'exercice
		d'exploitation	financières	non courantes	d'exploitation	financières	non courantes	
1 Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé	7 479 800		6 300 000					13 779 800,00
2 Provisions réglementées								
3 Provisions durables pour risques et charges								
SOUS TOTAL (A)	7 479 800		6 300 000					13 779 800
4 Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie) (Clients et stocks)	68 617 187	11 013 491			4 842 176			74 788 502
5 Autres provisions pour risques et charges (Écarts de conversion)	543 151		271 009	7 098 723		543 151		7 369 732
6 Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie								
SOUS TOTAL (B)	69 160 338	11 013 491	271 009	7 098 723	4 842 176	543 151		82 158 234
TOTAL (A + B)	76 640 138	11 013 491	6 571 009	7 098 723	4 842 176	543 151		95 938 034

TABLEAU DES CRÉANCES

(Montants en dhs)		Exercice Clos au 31 décembre 2020						
CRÉANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ÉCHÉANCE			AUTRE ANALYSE			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Échues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'État et organismes publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par des effets
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	52 585 811	41 813 279	10 772 532					
* Prêts immobilisés	49 224 383	38 451 852	10 772 532					
* Autres créance financières	3 361 428	3 361 428						
DE L'ACTIF CIRCULANT	466 931 026		319 424 244	147 506 782	42 267 489	58 098 778	48 040 322	53 230 397
* Fournisseurs débiteurs	25 912 987		25 912 987		16 529 263			
* Clients et comptes rattachés	322 587 115		209 408 631	113 178 484	3 631 887		4 715 380	53 230 397
* Personnel	3 418 314		3 418 314					
* État	55 841 655		55 841 655			58 098 778		
* Comptes d'associés	13 413 890		13 413 890		7 013 890		13 413 890	
* Autres débiteurs	40 264 991		5 936 693	34 328 298	15 092 449		29 911 052	
* Comptes de régular Actif	5 492 074		5 492 074					

TABLEAU DES DETTES

(Montants en dhs)		Exercice Clos au 31 décembre 2020						
DETTES	TOTAL	ANALYSE PAR ÉCHÉANCE			Autres analyse			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Échues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'État et organismes publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par des effets
DE FINANCEMENT	840 000 000	647 302 845	192 697 155					
* Emprunts obligataires	540 000 000	420 000 000	120 000 000					
* Autres dettes de financement	300 000 000	227 302 845	72 697 155					
DU PASSIF CIRCULANT	372 389 303		346 010 816	26 378 487	25 511 831	172 659 323	14 621 756	11 175 369
* Fournisseurs	171 128 446		144 749 959	26 378 487	25 511 831		9 366 817	11 175 369
* Clients créditeurs consignation	12 622 617		12 622 617					
* Personnel	3 670 386		3 670 386					
* Organismes sociaux	14 256 216		14 256 216			14 256 216		
* État	158 403 107		158 403 107			158 403 107		
* Comptes d'associés	2 033 859		2 033 859				2 033 859	
* Autres créanciers								
* Comptes de régular Passif	10 274 672		10 274 672				3 221 080	

TABLEAU DES SÛRETÉS RÉELLES DONNÉES OU REÇUES

(Montants en dhs)						Exercice Clos au 31 décembre 2020
TIERS CRÉDITEURS OU DÉBITEURS	MONTANT COUVERT PAR LA SÛRETÉ	NATURE (1)	DATE ET LIEU D'INSCRIPTION	OBJET (2) (3)	VALEUR COMPTABLE NETTE DE LA SÛRETÉ DONNÉE À LA DATE DE CLÔTURE	
* Sûretés données						
* Sûretés reçues						
N É A N T						

(1) Gage : 1- Hypothèque : 2- Nantissement : 3- Warrant : 4- Autres : 5- (à préciser)

(2) préciser si la sûreté est donnée au profit d'entreprises ou de personnes tierces (sûretés données) (entreprises liées, associés, membres du personnel)

(3) préciser si la sûreté reçue par l'entreprise provient de personnes tierces autres que le débiteur (sûretés reçues)

ENGAGEMENTS FINANCIERS REÇUS OU DONNÉS HORS OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL

(Montants en dhs)		Exercice Clos au 31 décembre 2020	
ENGAGEMENTS DONNÉS		MONTANTS EXERCICE	MONTANTS EXERCICE PRÉCÉDENT
* Avals et cautions			
* Engagements en matière de pensions de retraites et obligations similaires			
* Autres engagements donnés (vis-à-vis de l'Administration des douanes)		10 000 000	10 000 000
* Une garantie à première demande dans le cadre d'un contrat de prêt en faveur de la filiale Oulmès Drinks Développement avec la BMCI			13 500 000
* Une caution en faveur du MINURSO			187 043
* Une caution définitive en faveur de la DPEFLCD Direction provinciale des Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la Désertification		282 822	272 822
* Une quittance subrogative dans le cadre du contrat d'affacturage avec la Banque Centrale Populaire		128 525 284	
Total (1)		138 808 106	23 959 865
(1) dont engagements à l'égard d'entreprises liées ...			
ENGAGEMENTS REÇUS		MONTANTS EXERCICE	MONTANTS EXERCICE PRÉCÉDENT
* Avals et cautions			
Client Dépositaire: Limonades Sidi Bannour		1 000 000	1 000 000
Client Dépositaire: Yassine Boissons			1 000 000
Cautions solidaires		22 500 000	
* Autres engagements donnés			
Total		23 500 000	2 000 000

(1) Gage : 1- Hypothèque : 2- Nantissement : 3- Warrant : 4- Autres : 5- (à préciser)

(2) préciser si la sûreté est donnée au profit d'entreprises ou de personnes tierces (sûretés données) (entreprises liées, associés, membres du personnel)

(3) préciser si la sûreté reçue par l'entreprise provient de personnes tierces autres que le débiteur (sûretés reçues)

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2020



Aux Actionnaires de la société
Les Eaux Minérales d'Oulmès S.A.
Quartier Industriel Bouskoura
Casablanca

Rapport Général des commissaires aux comptes
Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020

Opinion

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse consolidés de la société LES EAUX MINÉRALES D'OULMÈS S.A., comprenant le bilan au 31 décembre 2020, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC). Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de MAD 502.856.656,88 contre un passif net de MAD 58.831.087. Ces états ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de la société LES EAUX MINÉRALES D'OULMÈS S.A., en date du 11 mars 2021, dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société LES EAUX MINÉRALES D'OULMÈS S.A. au 31 décembre 2020 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section: « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments d'incertitude que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

1. Provision pour dépréciation des créances clients

Risque identifié	Notre réponse
Au 31 décembre 2020, les créances clients ont une valeur brute s'élevant à 322,6 millions de dirhams. Les titres de participation sont enregistrés à leur prix d'acquisition diminués d'une provision pour dépréciation, le cas échéant. Les techniques retenues par la direction pour procéder à la valorisation nette de ces titres comportent une part significative de jugement quant au choix de la méthodologie et des hypothèses utilisées.	Nos travaux ont notamment consisté à : - Prendre connaissance des procédures d'identification des créances clients à déprécier et de détermination du montant des dépréciations à constater ; - Tester le fonctionnement des contrôles dans le cadre des procédures mises en œuvre pour déterminer le niveau des dépréciations des créances clients.

Compte tenu du caractère significatif du poste au regard du bilan de la société, du jugement nécessaire à l'estimation des créances à déprécier et de la conjoncture de crise actuelle, nous avons considéré que ce sujet constitue un point clé de l'audit.

- Apprécier le caractère raisonnable des hypothèses retenues par la Direction pour évaluer les dépréciations à constater ;
- Examiner la méthode d'évaluation des dépréciations à constater selon la méthode de provisionnement de la société.

2. Evaluation des titres de participation

Risque identifié
Au 31 décembre 2020, la valeur nette des titres de participation s'élève à 551 millions de dirhams. Les titres de participation sont enregistrés à leur prix d'acquisition diminués d'une provision pour dépréciation, le cas échéant. Les techniques retenues par la direction pour procéder à la valorisation nette de ces titres comportent une part significative de jugement quant au choix de la méthodologie et des hypothèses utilisées.

En raison du montant significatif des titres de participation, et de l'importance du jugement de la Direction pour la détermination de la valeur d'inventaire, nous avons considéré l'évaluation des titres de participation comme un point clé de l'audit.

Notre réponse
Nos travaux ont consisté à :
- Prendre connaissance du processus mis en place par la direction dans le cadre des tests de dépréciation ;
- Examiner les hypothèses et les prévisions de croissance retenues au regard de l'environnement économique et les comparer aux données disponibles pour l'industrie et aux tendances historiques récentes des participations ;
- Effectuer des tests de sensibilité sur la valeur d'inventaire.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états de synthèse

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états de synthèse

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes professionnelles permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se basant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et obtenons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations et affirmations fournies par celle dernière ;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par la suite amener la société à cesser son exploitation ;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans les états de synthèse, et apprécions si ces états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étranger et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration vis-à-vis des états de synthèse de la société.

Casablanca, le 2 avril 2021

Les Commissaires aux Comptes

FIDARC GRANT THORNTON
FIDARC GRANT THORNTON
Membre associé au Grant Thornton
Réseau International
Bd. Oukh Stoufi - Casablanca
Tél: 05 22 54 46 00 - Fax: 05 22 28 68 70
Faïçal MEHOUIER
Associé

ERNST & YOUNG
ERNST & YOUNG
Membre associé au Grant Thornton
Réseau International
Bd. Oukh Stoufi - Casablanca
Tél: 05 22 54 46 00 - Fax: 05 22 28 68 70
Hicham DJOURI
Associé